

Régionales Brigitte Barrèges en véritable chef militaire

PORTRAIT

→ Maire de Montauban, député, elle va croiser le fer avec Martin Malvy

D'abord, on élève les enfants. Et ensuite on fait de la politique. Ce sage précepte a été mis en pratique par Brigitte Barrèges, et, on ne sait si le fait d'éduquer ses trois enfants lui aura permis de mieux comprendre les états d'âme des adultes qui s'occupent de vie publique, mais il est certain qu'elle aura pris tout le monde de court en enlevant de belle manière la mairie de Montauban en 2001.

Cette avocate, alors, n'avait pas hésité à retrousser les manches pour dénoncer, avec effets, les problèmes de violences urbaines qui gangrenaient la préfecture du Tarn-et-Garonne. Elle sera élue à la fois contre le Parti Socialiste et contre le Front National. Dans la foulée, et à la demande de Michelle Aliot-Marie, elle emportera haut la main les législatives de 2002, devenant incontournable au sein de l'UMP, mais aussi dans le Landersnou politique local où sa manière de procéder force le respect.

Certains, d'ailleurs, peut-être parce qu'ils ont moins bien réussi qu'elle, parlent d'une certaine autorité naturelle. Brigitte Barrèges préfère mettre en avant une sainte horreur du politiquement correct, cette pâte un peu molle

« Je ne veux pas de petits arrangements entre amis »

qui prétend façonner une colonne vertébrale chez ceux qui aspirent à nous diriger. « Je tiens simplement à être respectée. Je suis dans le concret. Le pragmatisme. Je suis pour que les choses soient faites, tout bonnement ».

L'année dernière, elle a conservé la mairie, et l'année d'avant, la députation. Et, cette fois, presque naturellement, elle vient croiser le fer avec



Brigitte Barrèges, chef de file majorité présidentielle, part gaillardement à l'assaut de la Région. Daniel BRUEL

Martin Malvy dans le but de lui ravir la présidence du conseil régional. Comme lors de ses précédentes campagnes, elle sonne le clairon. Et avoue que, s'il n'est « pas toujours simple de rassembler la famille », elle tient « beaucoup » à choisir les têtes de listes départementales, assimilant le fait de battre la campagne à la manière de lever une armée « avec de bons lieutenants. Je veux que l'on arrête de faire plaisir à quelques potentats locaux. Je veux donc d'une équipe nouvelle. Les petits arrangements entre amis m'agacent. Une seule chose compte : se donner les moyens pour gagner ».

On ne sera pas étonné qu'avec ce moral en acier trempé elle revendique clairement son sarkozysme, peu soucieuse de minauder alors qu'il

s'agit de partir à la bataille en ordre serré.

Depuis le mois de mars, date à laquelle elle a été désignée par les militants pour mener le combat des régionales, elle sillonne Midi-Pyrénées avec la constance d'un vieil élu de terrain et l'appétence pour une fonction nouvelle. Tout récemment, elle a encore trouvé le temps de donner son avis à l'occasion d'une journée de réflexion sur la simplification du droit qui se tenait à l'université de Toulouse. C'est à peine si elle s'est fait "omettre" du barreau, l'année dernière. « Pas radiée, car on ne sait jamais ce qui peut se passer en politique », précise cette maîtresse femme qui donne parfois l'impression de tout contrôler. Mais qui, pourtant, a choisi de faire des études juridiques, plutôt que les

Beaux-Arts qui l'attiraient, après avoir lu *Chien perdu sans collier* de Gilbert Cesbron. Elle envisage alors de faire juge des enfants, puis, lorsqu'elle sera avocate, elle accordera une attention particulière aux enfants en détresse.

La littérature l'amènera aussi à choisir les prénoms de ses enfants. Mathilde, par exemple, qui doit de s'appeler ainsi parce que sa mère a beaucoup aimé *La chambre des dames*. Quel ouvrage, alors, a bien pu l'amener à la politique ? Quand même pas le théâtre de Giraudoux, dont la facture classique l'enthousiasme. Mais plus probablement les récits épiques d'Alexandre Dumas dans lesquels une victoire ne saurait se construire qu'à la pointe de l'épée. ●

Hugues MENATORY

TÉMOIGNAGE

par Robert Taussat

Souvenirs d'une vie ordinaire

Je fus certainement aussi surpris que mon père de constater le flegme avec lequel mon oncle paraissait accepter le désastre qui venait d'anéantir nos libertés et notre grandeur historique, d'autant plus que nous savions avec quel héroïsme il s'était conduit durant la Grande Guerre, avant d'être solennellement décoré de la Médaille militaire par le général commandant la garnison de Bordeaux. Nous ignorions évidemment les alliances, les conciliabules, et les querelles qui, alors, opposaient irréductiblement certains anciens ministres et quelques-uns des membres les plus éminents du monde politique, réunis, par la force des circonstances avec certains de leurs adversaires les plus résolus, dans les salons de la préfecture de Bordeaux. Celle-ci était devenue pour un temps le cœur et le cerveau de la République. Quelle que fut la sincérité de leur attitude, beaucoup avaient approuvé le Maréchal Pétain, lorsque celui-ci avait déclaré que la France avait été vaincue parce que, depuis 1918, « l'esprit de jouissance l'avait emporté sur l'esprit de sacrifice ». Ils refusaient de poursuivre un combat qu'ils estimaient désespéré, persuadés que l'Angleterre ne pourrait matériellement résister plus de quelques semaines. En imaginant la place qu'occuperait la France, et quel régime il serait opportun d'adopter au sein d'une Europe nationale socialiste, ils envisageaient également celle qui leur serait réservée dans les nouvelles instances. Je soupçonne que mon oncle, dont le calme

paraissait encore protégée, car, en France, la défaite militaire avait engendré l'effondrement de la démocratie. Les nazis, bien entendu, s'empressèrent d'exploiter cette réaction, grâce à l'asservissement d'une presse rigoureusement censurée. Les journaux et les émissions radiophoniques trahissant leur rôle d'informateurs et mués en propagandistes, exposaient et commentaient exclusivement ce que leurs dirigeants et l'autorité politique de laquelle ils dépendaient estimaient opportun. Or, depuis le 24 juin, officiellement en zone occupée, mais également en zone dite libre, grâce à l'appui du gouvernement de Vichy, les nazis contrôlaient toute l'administration française. Il était indispensable de ruiner l'attachement que les Français éprouvaient à l'endroit de leurs alliés anglais.

Ceux-là s'y prêtèrent assez maladroitement, le 4 juillet. C'est ainsi que, le 5, la *Petite Gironde* apprit à ses lecteurs que l'Angleterre n'était pas, comme ils l'avaient cru jusqu'alors, une alliée bienveillante, mais que cette nation perfide était, au contraire une implacable ennemie qui, profitant de notre détresse avait donné l'ordre à sa marine d'attaquer les navires français mouillés dans la rade algérienne de Mers el-Kébir. En conséquence de cet ordre, un cuirassé avait été détruit et deux croiseurs gravement endommagés. En outre, cette

agression avait entraîné de nombreuses victimes. Cet acte avait naturellement provoqué la rupture immédiate des relations diplomatiques

La défaite avait engendré l'effondrement de la démocratie

contrastait avec l'inquiétude manifestée par de nombreux industriels de moindre envergure, entretenait d'étroites relations avec certaines de ces personnalités, pour la plupart inconnues du grand public, mais disposant d'une puissance économique, et, par conséquent politique sans rapport avec leur faible notoriété apparente. Rien toutefois, dans son attitude et dans ses propos ne paraissait justifier un pareil soupçon. Seule nous troublait la certitude avec laquelle il envisageait la victoire allemande et la réussite de la *Révolution nationale* conçue dans l'entourage du Maréchal Pétain.

En quelques semaines, un bouleversement brutal avait remis en cause l'ensemble des certitudes philosophiques et morales dont notre pays était imprégné depuis plus de trois quarts de siècle. La guerre n'était plus, comme jadis, une prédation ayant pour but de conquérir des territoires ou de s'emparer de richesses naturelles. Elle était désormais une croisade idéologique opposant deux conceptions irréductibles de la société humaine : l'individu sacrifié à la collectivité ou la collectivité sacrifiant tout à l'individu. Pas plus nécessaire, économiquement que ne l'avait été la Terreur française en 1792 et, par conséquent injustifiable comme toutes les croisades. La révolution espagnole avait été le prototype de ces affrontements idéologiques. La Grande Bretagne seule

avec notre ancienne partenaire, ce qui, bien entendu, fut considérée par les gouvernants allemands comme une chance inespérée. Elle glaça pour un temps les relations déjà difficiles qui s'établissaient péniblement entre le général de Gaulle et le premier ministre britannique. Bien entendu, ce grave incident fut présenté par la presse et par la radio contrôlées par la propagande allemande comme un acte gratuit de pure barbarie. Certes, il était extrêmement regrettable, mais la situation de notre ancienne alliée, désormais seule devant un colosse qui paraissait invincible, sans l'excuser absolument, expliquait cet attentat. Conscient de la situation dramatique de son pays après la débâcle de son unique allié, Winston Churchill estimait ne pouvoir accepter l'éventualité de voir Hitler s'emparer de la flotte française, alors la plus forte du monde. Le Führer, sans doute, lors de la signature de l'armistice avec la France, avait promis de ne jamais l'exiger. Mais on connaissait la valeur des engagements pris par le maître de l'Allemagne. Ces événements ne furent évidemment connus qu'après la fin de la guerre. Au moment où ils avaient lieu, le peuple de France n'en avait aucune connaissance et ne possédait, pour tout renseignement, que les informations diffusées par la presse et la radiodiffusion aux ordres.

FIAT PROFESSIONAL, 4 PREUVES QUE LES AFFAIRES REPRENENT.



FIAT FIORINO
Diesel Multijet
à partir de
8 990 € HT(1)
- 1 000 €⁽²⁾

Volumen utile : jusqu'à 2,8 m³
Charge utile : jusqu'à 660 kg
3 motorisations essence et diesel multijet

FIAT DOBLÒ CARGO
Diesel Multijet
à partir de
8 990 € HT(1)
- 1 000 €⁽²⁾

Volumen utile : jusqu'à 4 m³
Charge utile : jusqu'à 950 kg
4 motorisations essence, diesel multijet et bi-power

FIAT SCUDO
Diesel Multijet
à partir de
14 490 € HT(1)
- 1 000 €⁽²⁾

Volumen utile : jusqu'à 7 m³
Charge utile : jusqu'à 1 200 kg
3 motorisations diesel multijet

FIAT DUCATO
Diesel Multijet
à partir de
15 990 € HT(1)
- 1 000 €⁽²⁾

Volumen utile : jusqu'à 17 m³
Charge utile : jusqu'à 2 tonnes
4 motorisations diesel multijet et bi-power

Tarif au 01/12/2008 de (1) Fiorino Peugeot T84 Pack 1.3 Multijet 18v : 11 650 €⁽¹⁾ - 2 660 €⁽²⁾ = 8 990 €⁽¹⁾, version préfabriquée avec options porte latérale coulissante (+ 230 €) et projecteurs antibrouillard (+ 150 €); (2) Scudo Peugeot T86 1.9 CDI 1.6 Multijet Pack : 15 710 €⁽¹⁾ - 4 680 €⁽²⁾ = 14 490 €⁽¹⁾, version préfabriquée avec options pack lock (+ 200 €); (3) Ducato Peugeot T88 3.5 CDI 2.2 Multijet Pack : 21 850 €⁽¹⁾ - 5 860 €⁽²⁾ = 15 990 €⁽¹⁾, version préfabriquée Scudo Peugeot T84 3.0 M12 2.2 Multijet Pack 23 730 €⁽¹⁾ avec options projecteurs antibrouillard (+ 150 €); 23 900 €⁽¹⁾ - 3 910 €⁽²⁾ = 19 990 €⁽¹⁾. Offres valables jusqu'au 30/11/2008 chez les concessionnaires participants. (4) Doblo Cargo Peugeot T86 Basevoce 1.3 Multijet 18v : 12 650 €⁽¹⁾ - 3 670 €⁽²⁾ = 8 980 €⁽¹⁾, projecteurs antibrouillard (+ 150 €) et charge maximale (+ 200 kg), offre valable jusqu'au 31/12/2009, dans la limite des stocks disponibles, chez les concessionnaires participants. (5) - 1 000 € de Super Bonus Gouvernemental pour la reprise d'un véhicule de plus de 13 ans avalé à la casse, immatriculé max de 10 ans; véhicule utilisable de 1 an.

www.fiatprofessional.fr

CONSTRUCTEUR D'UTILITAIRES DEPUIS TOUJOURS.



Parc Industriel Malan
12510 Olémps - 05 65 73 29 20

CAYLA S.A.S.

Route de Cahors
12200 Villefranche-de-Rgue - 05 65 65 10 40